

## PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL

Du 15 novembre 2022 / N° 54

**Président :** M. Laurent Steulet, président du Conseil général

**Secrétaire :** Mme Sylvie Koller, secrétaire

**Lieu :** Centre communal de Vicques - salle du 1<sup>er</sup> étage

### 1. Ouverture de la séance

**Le président, M. Laurent Steulet**, ouvre la séance à 19h30. Il salue les membres du Conseil général et du Conseil communal, la secrétaire et les représentants de la presse. Mme Catherine Comte, secrétaire communale est aussi présente ainsi que les intervenants de Swisscom qui prendront la parole au point 4.

La séance a été convoquée :

- par publication dans le Journal Officiel n°39 du 4 novembre 2022
- par courriel
- par affichage public.

**Sont présents :** Boris Charmillot, Clovis Chételat, Martial Chételat, Jean-Paul Chételat, Martin Clerc, Michel Darbellay, Nicolas Dupré, Gabriel Friche, Claude-Alain Hofer, Eric Lachat, Isabella Leanza, Valère Lovis, Alain Munier, Nicolas Ruchti, Alain Ryser, Eric Schaller, Louise Schaller, Damien Voisard, Catherine Wolff

**Excusés :** Patrick Cerf, Pierre Grolimund, Romain Lambert,

20 conseillers généraux sur 23 sont présents. Le quorum est atteint ; la majorité absolue est fixée à 11.

L'ordre du jour est accepté et sera débattu comme suit :

### Ordre du jour

1. Ouverture de la séance ;
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 13 septembre 2022 ;
3. Questions orales et interventions ;
4. Informer de l'installation d'une antenne 5G à Vicques ;
5. Traitement du postulat de M. Jean-Paul Chételat « Abribus dans chaque village » ;
6. Voter un investissement de 85'000 frs pour la pose de panneaux photovoltaïques sur le toit du bâtiment scolaire à Corban ;
7. Accepter une dépense de 850'264 frs + frais de notaire, pour l'acquisition, à M. Pierre-André Charmillot, d'une portion de terrain de 9242 m<sup>2</sup>, à distraire des parcelles 637 et 638 du ban de Vicques, au lieu-dit « ZI La Romaine » et donner compétence au Conseil communal pour signer les actes y relatifs et se procurer le financement ;
8. Communications.

## 2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 13 septembre 2022

Aucune modification n'est demandée au document qui est accepté à l'unanimité, avec remerciements à son auteur.

## 3. Questions orales et interventions

Résolution interpartis « Plan équilibre cantonal : ho, et nous » est déposée au bureau. Elle circulera dans l'assemblée et en fin de séance, pour autant qu'elle ait récolté au moins 8 signatures, elle sera développée et soumise au vote.

## 4. Informer de l'installation d'une antenne 5G à Vicques

**M. le Maire** s'avance à la tribune :

Au nom du Conseil communal, il souhaite la bienvenue à Messieurs Blaise Corday et Dimitri Zavagnin qui ce soir viennent nous présenter le projet d'installation d'une antenne 5G au terrain de football à Vicques.

L'opérateur possède actuellement un mât avec les technologies 3G et 4G sur un terrain privé dans les environs du moulin. Swisscom est à la recherche d'un nouvel emplacement car le propriétaire ne souhaite pas reconduire le contrat avec une technologie supérieure. La commune a donc été contactée.

Le Conseil communal a considéré qu'il était de l'intérêt général que cette antenne soit placée hors de la zone à bâtir, ainsi la zone du terrain de football a été retenue.

Les modalités de collaboration seront définies dans un contrat de location dont la compétence lui revient. Néanmoins, le Conseil communal a souhaité que ce projet soit mené en toute transparence raison pour laquelle il a invité deux représentants de Swisscom afin qu'une information générale soit donnée et qu'ils puissent répondre aux éventuelles questions.

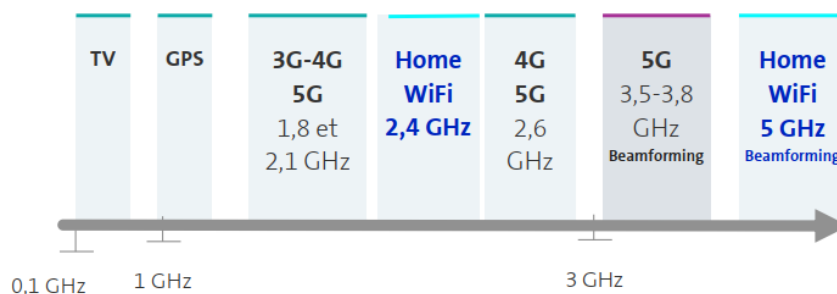
Sans plus attendre, la parole est donnée à **M. Dimitri Zavagnin** :

Le téléphone portable et le smartphone ont changé notre quotidien plus que tout autre appareil. Rares sont ceux qui pourraient s'en passer aujourd'hui. Face à une utilisation en forte augmentation, les réseaux atteignent leurs limites. La dernière génération, appelée communément 5G, résout le problème. Elle utilise de meilleurs logiciels et un équipement bien adapté.

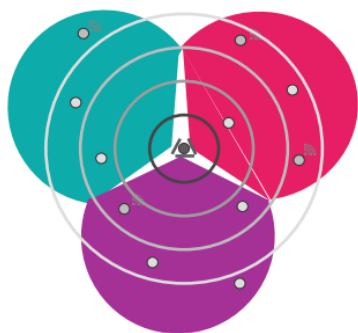
Quelques explications sont ensuite données sur le fonctionnement de la téléphonie mobile : Chaque génération de téléphone mobile apporte son lot de nouveautés. La 5<sup>ème</sup> génération permet de nouvelles applications dans les domaines tels que smart city, mobilité, industrie 4.0, médecine, agriculture, etc... Elle rend la communication mobile plus stable, plus polyvalente, plus efficace en énergie et plus puissance. Elle offre en outre des temps de réactions plus courts et des disponibilités garanties sur le réseau nécessaire pour les nouvelles applications.

La 5G est aussi plus durable. Elle nécessite 45'000 fois moins d'énergie par unité transmise que la 2G. Même par rapport à la 4G, la 5G requiert deux fois moins d'énergie.

La 5G utilise des fréquences déjà existantes et utilisées depuis de décennies pour les technologies de communication mobile et ont fait l'objet de nombreuses études.



Le Beamforming, utilisé avec la 5G est un signal intelligent. Une efficacité accrue du signal radio entraîne une réduction de l'exposition. Actuellement, si un utilisateur se trouve dans une zone où il y a peu de réseau son appareil va sans cesse essayer de trouver des signaux ce qui n'est pas le cas avec la nouvelle technologie.

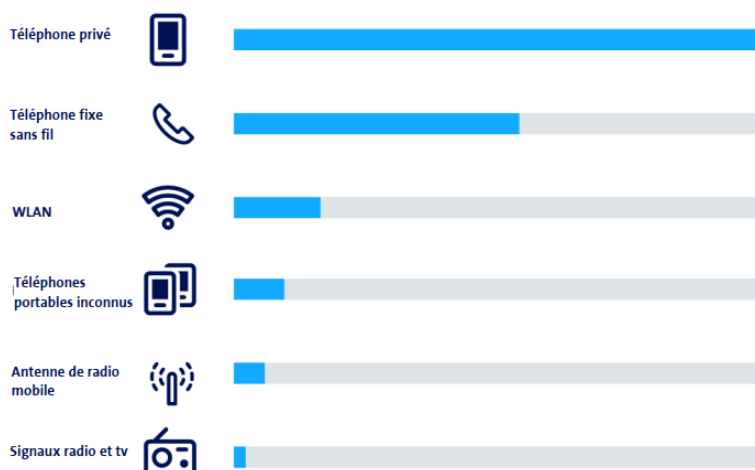


Les antennes conventionnelles envoient les signaux radio en permanence dans toutes les directions

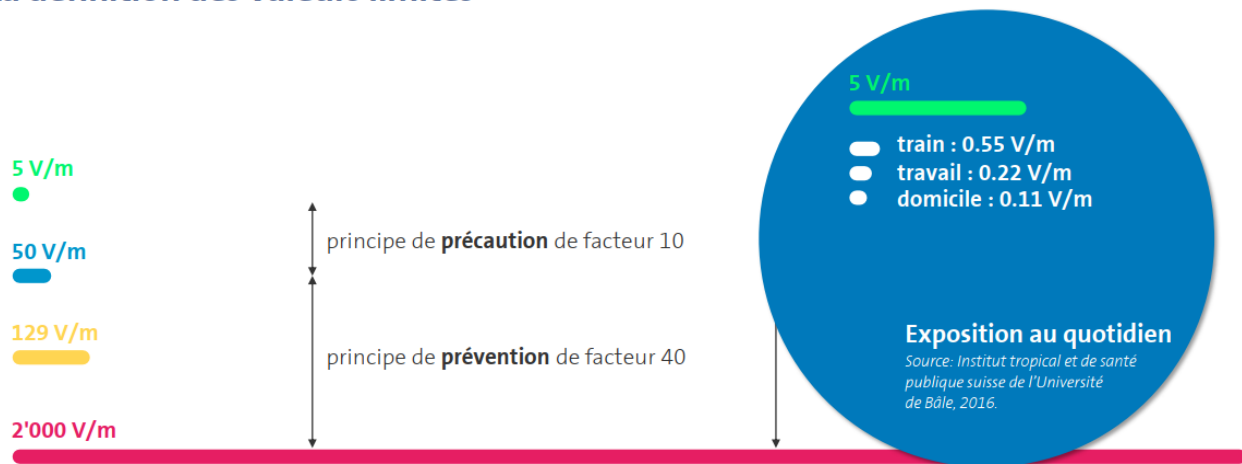


Les antennes adaptatives envoient les signaux radio uniquement en direction de l'utilisateur actif

La majeure partie de l'exposition quotidienne au champ électromagnétique ne provient pas des antennes de téléphonie mobile mais du propre téléphone portable (*source DETEC 2019*).



## La définition des valeurs limites



L'ordonnance sur la protection contre le Rayonnement Non-Ionisant (ORNI) met en application le principe de précaution inscrit dans la constitution suisse. Depuis 1999, la norme suisse impose des limitations 10 fois plus strictes que les recommandations de l'OMS.

A l'aide de cartes présentées et commentées sur grand écran, M. Blaise Corday montre la couverture de nos localités avec les antennes existantes et la couverture dite « Idéale ».

**M. Nicolas Ruchti** demande quelques précisions afin de pouvoir interpréter correctement les cartes géographiques montrées. M. Blaise Corday explique que l'implantation hors des localités est privilégiée quand cela est possible. Les valeurs limites d'immission en Suisse étant très faibles, cela demande que les antennes ne soient néanmoins pas trop éloignées.

Afin d'améliorer la couverture actuelle, une antenne est actuellement en construction à Montsevelier et un projet est en cours d'évaluation à Vermes. Swisscom est encore à la recherche d'un site pour une antenne 5G à Corban. A l'échelle du canton, plusieurs projets sont l'examen.

M. Blaise Corday termine en citant les avantages de la pose de cette antenne 5G :

- Garder une bonne couverture mobile
- Réduire la puissance d'émission des portables
- Bénéficier de la location de l'antenne

**M. Martial Chételat** demande s'il est possible que deux opérateurs partagent le même mât ?

Effectivement des contacts sont pris entre opérateurs. Si les critères techniques sont réunis, si l'ordonnance le permet et si le propriétaire est d'accord il se peut que plusieurs opérateurs se partagent une même antenne.

**M. Eric Schaller** soulève le fait qu'effectivement dans certaines zones de nos villages la couverture actuelle est très mauvaise, notamment sur Vermes/Envelier où certaines exploitations agricoles isolées n'ont quasiment aucune couverture. La pose d'une antenne sur Envelier comme cela est prévu, est une bonne nouvelle.

**M. Alain Munier** demande si le nombre de mâts devra être augmenté lorsque nous passerons à la 5G Beam-forming (avec antennes adaptatives) ? pas nécessairement, cela dépend de plusieurs facteurs notamment la topographie. A ce stade il est impossible de le dire.

La demande des opérateurs d'augmenter le nombre de volts par mètre a été refusée. Comme évoqué tout à l'heure, l'ordonnance étant très restrictive le nombre d'antennes à installer pour garantir une bonne couverture sera plus élevé.

**M. le Président** scrute la salle et comme il n'y a plus de questions, il remercie Messieurs Corday et Zavagnin pour leur présentation avant de les inviter à quitter la salle.

## **5. Traitement du postulat de M. Jean-Paul Chételat « Abribus dans chaque village »**

Lors de la séance du 3 mai 2022, le postulat [« Abribus dans chaque village »](#) a été remis au Conseil général.

**M. Jean-Paul Chételat** prend la parole pour le développement :

« Favoriser l'utilisation des moyens de transports les moins polluants doit être un objectif pour notre commune.

Nous avons la chance de vivre dans une région très bien desservie par les transports publics, que ce soit en termes de fréquence, ou de nombre d'arrêts. Une petite commune de notre région dispose même du nombre record de 5 arrêts. Malheureusement, quantité ne veut pas dire qualité. Les petits villages ne disposent pas d'arrêts équipés convenablement.

Les voyageurs sont soumis aux intempéries, et pour ceux qui se rendent jusqu'à l'arrêt à trottinette ou à vélo, il n'existe pas de parc à vélos et il faut donc encore trouver un emplacement chez des voisins.

Nos usagers, que ce soient nos enfants, nos actifs, nos retraités, nos visiteurs méritent mieux que cela. Selon les standards actuels, un abribus doit être équipé :

- d'un abri pour les passagers
- d'un parc à vélos
- d'un rehaussement du trottoir pour faciliter l'accès des personnes à mobilité réduite.

Il n'est certes pas toujours facile de trouver un emplacement adéquat. Cependant, l'intérêt public doit l'emporter sur d'autres considérations.

Par ce postulat, le Conseil communal sera chargé d'étudier la possibilité de mettre à disposition au moins un arrêt équipé par village. En l'acceptant, le Conseil général donnera un signal supplémentaire en faveur de l'utilisation des transports publics, et de l'accessibilité à ces derniers.

Je vous invite donc à soutenir ce postulat ».

**M. Yvan Burri** gagne la tribune :

Le Conseil communal estime que la démarche est justifiée, il est donc favorable à la réalisation de ce postulat. Si celui-ci est accepté, le Conseil communal lancera l'étude demandée.

A ce stade, il convient d'ores et déjà de préciser que les propositions qui en découleront devront tenir compte de plusieurs éléments, en particulier la disponibilité des terrains pour la construction de telles structures, la vérification de la clause du besoin, l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, les conditions spécifiques fixées par le Service des infrastructures de la République et Canton du Jura et Car Postal, etc...

M. Le Président ouvre la discussion et comme la parole n'est pas demandée il propose de passer au vote.

**Décision :**

**Par un vote à main levée, le Conseil général accepte à l'unanimité le postulat « abribus dans chaque village ».**

## 6. Voter un investissement de 85'000 frs pour la pose de panneaux photovoltaïques sur le toit du bâtiment scolaire à Corban

**M. Pierre Lovis** s'avance à la tribune et entre en matière :

La Commune de Val Terbi veut continuer ses efforts en matière de transition énergétique. Sous l'impulsion de la Commission des bâtiments et énergie, au vue des profils économiques et énergétiques actuels, le Conseil communal a donné son accord pour qu'une étude soit faite pour équiper de panneaux photovoltaïques le bâtiment scolaire de Corban.

Ce bâtiment est équipé d'une pompe à chaleur eau-eau installée lors de la rénovation en 2017. Une consommation électrique d'environ 9000 kWh/an, est suffisamment importante pour qu'une étude d'installation photovoltaïque soit lancée afin de diminuer les frais d'électricité et ainsi le rendre autonome d'un point de vue énergétique.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

**M. Pierre Lovis** poursuit :

Deux variantes d'offres ont été demandées.

La première dite « consommation » a pour objectif de couvrir les besoins annuels en électricité et consiste à installer 28 panneaux photovoltaïques (51 m<sup>2</sup>) pouvant produire annuellement 14'000 kWh. Le retour sur investissement est de 9 ans.

La deuxième dite « maximale » qui favorise l'installation d'un maximum de panneaux comprend 98 plaques photovoltaïques, couvrant une superficie de 179 m<sup>2</sup> avec une estimation de production annuelle de 48'000 kWh. Le retour sur investissement de cette variante est de 7 ans.

C'est donc logiquement la variante « maximale » qui a été retenue, pour les raisons suivantes :

- Elle a une production presque quatre fois supérieure ;
- Elle couvre 5 fois les besoins en électricité du bâtiment, donc très largement supérieur à ce qu'il faut ;
- Son retour sur investissement calculé à 15ct de rachat est inférieur de 2 ans. (Si on refait le calcul avec un prix de rachat de 41.3ct/kWh comme annoncé pour la période juillet septembre, on arrive à un retour sur amortissement de 2.7 ans) ;
- Il n'y a pas à changer le câble électrique d'introduction en ne dépassant pas une puissance de 40kW.

En effet, l'introduction BKW de l'école est de 63A, ce qui limite la puissance à environ 44kW, en ne couvrant que le toit de l'école on arrive à 40kW on évite ainsi d'installer une protection sur le réseau BKW. En couvrant également le toit de la halle de gymnastique l'introduction aurait dû être changée et l'investissement total estimé à plus 280'000 frs serait trop important.

La philosophie est de réaliser des installations photovoltaïques sur plusieurs bâtiments de la commune afin de couvrir leurs besoins plutôt que de réaliser une grosse installation et d'attendre plusieurs années avant d'en réaliser d'autres.

Le bâtiment possédant déjà une connexion Internet, l'onduleur pourra bénéficier de cette liaison pour sa supervision. Des protections contre les chutes de neige seront posées sur le toit donnant sur la cour d'école et sur le parking.

Comme présenté dans le message de Conseil communal, les coûts du projet sont les suivants :

Installation photovoltaïque « maximale »	77'300 frs
Raccordement électrique et connexion internet	2'500 frs
Divers et imprévus (réserve)	5'200 frs
Total*	85'000 frs

*\* Une subvention Pronovo de 14'804 frs est escomptée.*

En 2022 nous avons planifié des installations photovoltaïques sur l'école de Geneveret (réalisé), la halle de gymnastique de Vicques (en réalisation) et, si vous validez le projet de ce soir, l'école de Corban. Ce sont donc 3 projets qui ont pu être lancés car le coût des installations n'était pas trop conséquent et les retours sur investissement relativement courts.

Afin de poursuivre la transition énergétique de la Commune et d'œuvrer pour l'atteinte des objectifs en matière d'énergie renouvelable, ces travaux sont en adéquation complète avec le programme AGGLO, le Conseil communal sollicite l'accord du Conseil général pour l'octroi d'un crédit de Fr. 85'000.- pour la réalisation de cette installation photovoltaïque.

Je vous remercie pour votre attention.

La discussion est ouverte et comme personne ne souhaite prendre la parole M. le Président propose de passer au vote.

**Décision :**

**Par un vote à main levée, le Conseil général accepte à l'unanimité l'investissement de 85'000 frs pour la pose de panneaux photovoltaïques sur le toit du bâtiment scolaire à Corban.**

**7. Accepter une dépense de 850'264 frs + frais de notaire, pour l'acquisition, à M. Pierre-André Charmillot, d'une portion de terrain de 9242 m<sup>2</sup>, à distraire des parcelles 637 et 638 du ban de Vicques, au lieu-dit « ZI La Romaine » et donner compétence au Conseil communal pour signer les actes y relatifs et se procurer le financement**

**M. le Maire** s'avance à la tribune :

En préambule, il tient à remercier les différents intervenants dans ce dossier, le plus chronophage qu'il ait eu à traiter depuis le début de son mandat de Maire. Il remercie particulièrement la secrétaire communale, Mme Catherine Comte qui travaille sur ce dossier complexe depuis de longs mois, ainsi que la Bourgeoisie de Vicques pour leur excellente collaboration.

L'achat par la Commune des terrains de la Zone Industrielle La Romaine est un dossier au long cours. Ce qui est présenté ce soir est fortement lié au PAL (plan d'aménagement local). Le projet a été pensé en parallèle à deux dossiers communaux en cours qui sont les aménagements des berges de la Scheulte et la redistribution des terres bourgeoises de Vicques.





## Situation de base et objectif

Même si elle n'a pas formellement le statut intercommunal au sens du Concept cantonal de gestion des zones d'activités, la ZI La Romaine est la seule zone d'activités apparaissant dans le Plan directeur régional pour tout le Haut du Val Terbi ; elle est également la seule zone d'activités présentant quelques réserves pour accueillir de nouvelles entreprises artisanales et industrielles à vocation locale dans la région.

La ZI La Romaine accueille déjà plusieurs entreprises dynamiques parmi lesquelles Decovi SA qui compte une centaine d'emplois et qui s'est déjà agrandie à plusieurs reprises. Elle envisage la transformation prochaine de ses bâtiments par l'ajout d'un second étage et l'agrandissement en direction de l'Est.

Les autorités communales ont envisagé d'étendre cette zone en procédant à un changement d'affectation d'une portion des parcelles 637 et 638 sans pour autant impacter les surfaces d'assolement qui encerclent la zone.

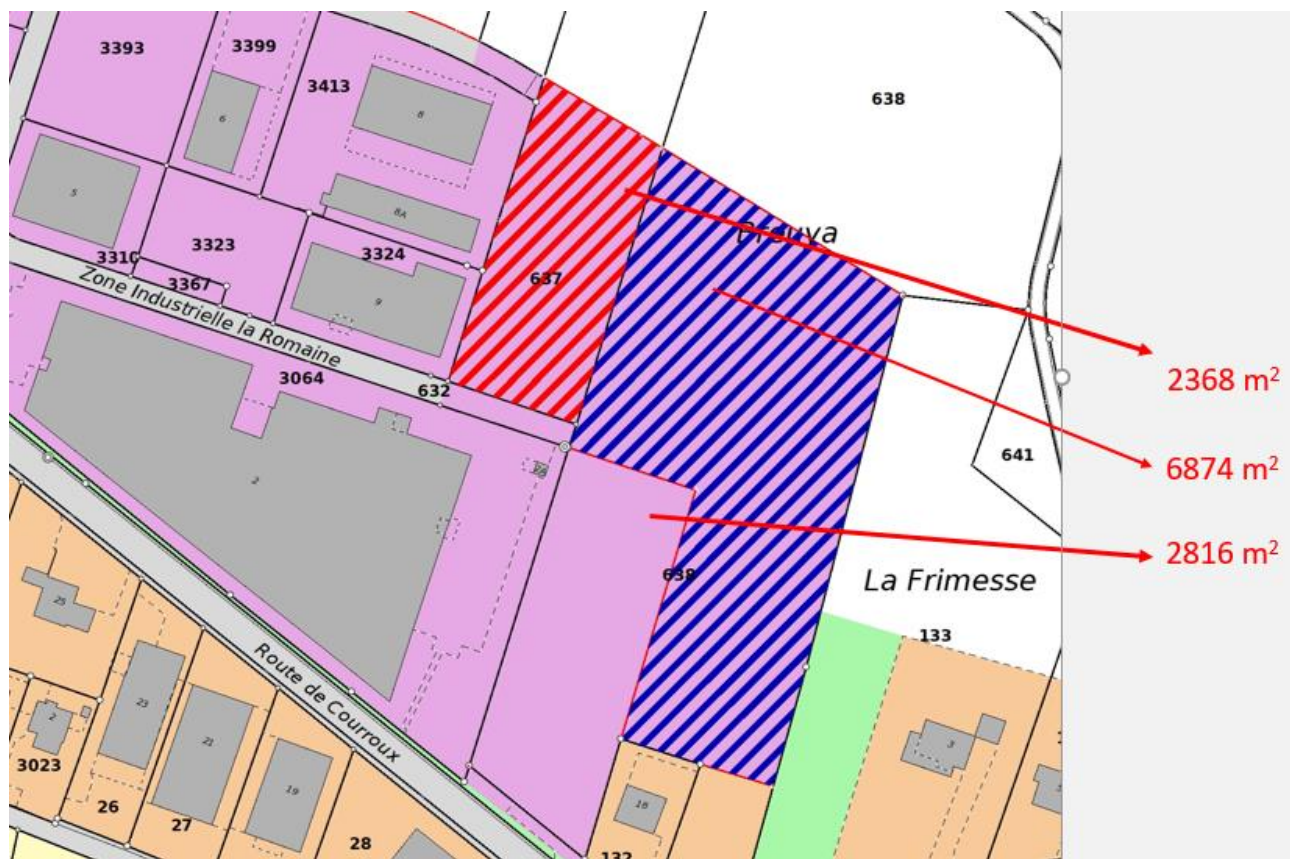


Parcelle	PAL actuel			Projet PAL	
	637	638		637	638
Verte	53 m <sup>2</sup>	4655 m <sup>2</sup>		0 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>
Mixte	0 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>		0 m <sup>2</sup>	599 m <sup>2</sup>
Activités	2315 m <sup>2</sup>	5674 m <sup>2</sup>		2368 m <sup>2</sup>	9690 m <sup>2</sup>
Agricole	2624 m <sup>2</sup>	6764 m <sup>2</sup>		2624 m <sup>2</sup>	6804 m <sup>2</sup>
Total	4992 m <sup>2</sup>	17093 m <sup>2</sup>		4992 m <sup>2</sup>	17093 m <sup>2</sup>

Parallèlement, dans le cadre de la gestion des emprises de terrains, suite à la réalisation du projet Scheulte et de la nouvelle répartition des terres communales et bourgeoises pour l'affectage, les autorités ont initié des tractations avec le propriétaire des parcelles 637 et 638.



Terrains de réserve pour futures entreprises :



Après négociations les autorités communales sont parvenues à un accord fixant les termes du contrat :

- Prix 92 frs/m<sup>2</sup> + frais (~3%)
- Frais de viabilisation futurs à charge de la Commune
- Impôt sur le gain immobilier à charge du vendeur
- Taxe sur la plus-value foncière à charge de la Commune sur les terrains acquis
- Part au gain de 50% accordé pendant 25 ans
- Parcelles 631 et 632 (agricoles) vendues au prix licite (fixé par FRUJ)
- Cet achat est encore conditionné à l'acceptation du PAL par le peuple



Le Conseil Communal vous invite à accepter ce projet pour les raisons suivantes :

- Il permet de garantir une utilisation judicieuse des terrains en posant des exigences communales pour leur vente
- Le moment est opportun car la redistribution des terres bourgeoises nous donne l'occasion de trouver des terres « en compensation »
- L'acceptation de ce projet permettra une extension de la ZI via le nouveau PAL
- Ce projet est un plus pour le développement économique de Val Terbi

**M. le Président** remercie M. Claude-Alain Chapatte pour ses explications et scrute l'assemblée pour d'éventuelles questions.

**M. Michel Darbellay** demande la parole :

« La proposition qui nous est soumise a été abondamment discutée au sein du groupe PDC et sympathisants.

Dans le cadre de la révision du PAL, l'intérêt de finaliser l'extension de la ZI La Romaine est évident. La parcelle dont il est question est déjà pour 5674 m<sup>2</sup> en zone d'activités. Il s'agit, au travers du PAL, d'étendre cette affectation de l'ordre de 4000 m<sup>2</sup>. En acquérant cette parcelle, la commune se garantit ainsi la maîtrise foncière, ce qui constitue une condition du SDT pour autoriser cette extension qui, de par sa situation idéale mais aussi comme dent creuse, se justifie.

Par ailleurs, le dimensionnement des zones d'activités de notre commune et les disponibilités de terrains, malgré cette extension, restent très modestes. Il est donc d'autant plus important d'offrir des possibilités à l'installation et au développement d'entreprises et surtout d'emplois.

De par l'emplacement idéal et attractif de la ZI La Romaine, notre commune a tout intérêt à acquérir cette parcelle, malgré le montant et les autres conditions prévues avec le vendeur. C'est le prix à payer pour bénéficier de cette extension, en sachant que l'exercice sera au moins neutre financièrement et que la revente des terrains devrait viser un bénéfice.

Si l'on peut saluer le dynamisme et l'importance économique des entreprises actuelles de cette zone, l'aménagement n'est cependant pas un exemple d'utilisation raisonnée du sol. L'utilisation de cette extension devra donc être réfléchie. L'objectif du plan spécial à élaborer doit être de privilégier des entreprises pourvoyeuses d'emplois et de valoriser au mieux les parcelles libres, sachant que de nouvelles extensions de zone d'activités communales seront extrêmement difficiles à obtenir. Il s'agit dès lors d'inciter la densification par la construction sur plusieurs niveaux et l'utilisation parcimonieuse du sol, en limitant les places de parc.

L'extension de la ZI La Romaine devra faire l'objet d'un plan spécial. Nous en appelons à des dispositions ambitieuses en termes d'utilisation du sol.

Le groupe PDC et sympathisants soutient l'acquisition de cette parcelle aux conditions proposées mais demande à pouvoir se prononcer sur le plan spécial.

Nous soumettons donc la proposition d'assortir l'acquisition de cette parcelle à l'approbation du plan spécial AAb La Romaine par le Conseil général. Pour ce faire, le règlement communal sur les constructions devra le mentionner explicitement et ce point est à soumettre au SDT ».

**M. Le Président** propose dans un premier temps au Conseil général de se prononcer sur la proposition de **M. Michel Darbellay**.

#### Décision :

**Par un vote à main levée, le Conseil général accepte à l'unanimité que l'acquisition de cette parcelle soit assortie à l'approbation du plan spécial AAb La Romaine par le Conseil général. Il souhaite que le règlement communal sur les constructions mentionne explicitement ce point et qu'il soit soumis au SDT.**

M. le Président propose ensuite au Conseil général de se prononcer sur l'acquisition du terrain comme expliqué par M. le Maire précédemment.

#### Décision :

**Par un vote à main levée, le Conseil général accepte à l'unanimité la dépense de 850'264 frs + frais de notaire, pour l'acquisition, à M. Pierre-André Charmillot, d'une portion de terrain de 9242 m<sup>2</sup>, à distraire des parcelles 637 et 638 du ban de Vicques, au lieu-dit « ZI La Romaine ». Il donne compétence au Conseil communal pour signer les actes y relatifs et se procurer le financement.**

Les remerciements sont réitérés au Conseil communal pour l'excellent travail effectué sur ce dossier très complexe.

## 8. Communications

**M. Laurent Steulet** revient sur la résolution interpartis déposée en début de séance qui a été signée par tous les membres du Conseil général présents ce soir.

### 8.1 Résolutions interpartis : Plan d'équilibre cantonal : ho, et nous ?

M. Patrick Cerf étant excusé ce soir, **M. Damien Voisard** s'avance à la tribune pour le développement de celle-ci :

« Le 6 octobre dernier, le Gouvernement jurassien présentait son « Plan équilibre 22-26 ». Ce projet, qui doit encore être discuté et ratifié par le Parlement, comprend plus de 80 mesures pour des économies de 34 millions.

Le Conseil général de la commune fusionnée de Val Terbi est conscient de l'état précaire des finances cantonales et de la nécessité de mener un plan d'action. Toutefois, et de notre point de vue, un tel plan se doit d'être établi de manière raisonnée et, surtout, dans un esprit de concertation, tout particulièrement avec les communes. En effet, le « Plan équilibre 22-26 » aura des répercussions directes des plus néfastes sur les communes à faible capacité financière comme la nôtre. A cet égard, la mesure no 610 « Neutralisation des effets financiers en faveur des communes » nous préoccupe grandement.

Il s'agit d'un mécanisme artificiel qui a comme conséquence de ne pas faire profiter les communes des économies qui seront obtenues grâce aux mesures du plan. Ainsi, les communes sont privées d'économies à hauteur de 700'000 frs en 2023, puis 5,5 millions en 2024, 6,5 millions en 2025 et finalement 3,3 millions en 2026. Grosso modo, il s'agit en fait de 200'000 frs en moyenne par an pour notre commune.

Les communes étant déjà plus endettées que le Canton, cette mesure fait qu'il n'est pas logique de les priver artificiellement d'une bouffée d'oxygène qu'il leur serait plus utile qu'au Canton. Au surplus, nous nous inquiétons également de plusieurs autres mesures qui mettent la pression sur les communes, dans un contexte défavorable déjà bien chargé.

Aussi, le Conseil général de Val Terbi demande au Gouvernement jurassien qu'il renonce à la mesure no 610 du Plan d'équilibre 22-26 et qu'il prenne en compte la situation des communes, tout particulièrement celles qui ont une faible capacité financière.

En outre, le Conseil général de Val Terbi demande à l'Association jurassienne des communes (AJC) de tout mettre en œuvre pour minimiser l'impact de Plan équilibre sur les communes ».

La parole n'étant pas demandée, **M. le Président** propose de passer au vote.

**Par un vote à main levée, la résolution est acceptée à l'unanimité. Les compétences sont données au Conseil communal pour suivre ce dossier.**

Constatant que l'ordre du jour de la séance a été traité, M. Laurent Steulet remercie les membres du Conseil général pour leur participation et leur donne d'ores et déjà rendez-vous le 13 décembre prochain pour la dernière séance de cette législature.

La séance est levée à 20h50.

Vicques, le 15 novembre 2022

**AU NOM DU CONSEIL GÉNÉRAL**

Laurent Steulet  
Président

Sylvie Koller  
Secrétaire